



OLIVIER BONHOMME

MADRID, MALMÖ (SUÈDE) -
correspondantes

Presque trois ans après le début de la guerre en Ukraine, les répliques du choc gazier n'en finissent pas de se propager à travers l'Europe. La crainte du black-out de 2022, quand le président russe, Vladimir Poutine, a mis fin à l'essentiel de l'approvisionnement en gaz, a disparu. Les stocks sont bien remplis, et les risques de pénurie faibles. Mais la panique a été remplacée par un problème plus profond : l'érosion de long terme de la compétitivité européenne.

« Tant que les entreprises paieront plusieurs fois le prix de l'énergie des Etats-Unis ou de la Chine, il sera impossible d'être compétitif », avertissait Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), lors d'une conférence, en octobre, à l'Agence internationale de l'énergie. Son rapport remis à la Commission européenne, en septembre, souligne que le prix du gaz en Europe est trois à cinq fois plus élevé que celui des Etats-Unis, contre deux à trois fois avant la guerre en Ukraine. En cette mi-décembre, il tourne autour de 14 dollars par BTU (environ 13,30 euros par British thermal unit, une unité de volume), contre 3 dollars outre-Atlantique.

Le choc gazier – comme on parlait des chocs pétroliers dans les années 1970 – a été un changement de long terme. L'Europe consomme encore un peu de gaz russe, mais celui-ci ne représente plus que 12 % de ses importations, contre 50 % avant la guerre. Le Vieux Continent est donc dépendant du gaz naturel liquéfié importé essentiellement des Etats-Unis et du Qatar. « Il va falloir s'habituer à dépendre de la volatilité des prix du gaz », constate Szymon Kardas, du groupe de réflexion European Council on Foreign Relations (ECFR, Conseil européen pour les relations internationales).

Les entreprises en tirent les conséquences. En 2022, Svein Tore Holsether, le patron de Yara, numéro un mondial des engrais azotés, estimait que son industrie en Europe était « comme le textile dans les années 1990 ». Comprendre : sur le point d'être décimé. Deux ans plus tard, le processus de délocalisation est engagé. Yara, dont le siège est en Norvège, utilise

comme matière première le gaz naturel, qu'il transforme en ammoniac, un liquide utilisé pour fabriquer les engrais. Dans la panique de l'hiver 2022, l'entreprise a été contrainte de fermer des unités de production devenues déficitaires. L'une d'entre elles, en Italie, est restée éteinte plus d'un an.

Lent déclin historique

Après l'urgence, l'heure est à la restructuration. Yara vient d'annoncer la fermeture du site de production d'ammoniac de Tertre (Belgique). Son usine de Montoir-de-Bretagne (Loire-Atlantique) ferme aussi – même si celle-ci ne fabriquait pas de l'ammoniac, mais l'importait. A la place, Yara délocalise sa production. « Nous sommes dans une situation privilégiée, parce qu'on peut produire de l'ammoniac dans d'autres parties du monde », vante M. Holsether. Il étudie un gros investissement aux Etats-Unis. D'après ses calculs, en incluant les aides de l'Etat américain pour mettre en place un système de capture du CO₂, le prix pour produire de l'ammoniac outre-Atlantique sera quatre fois moins cher qu'en Europe. « Etre présent à l'international nous permet de soutenir nos résultats quand le flot de trésorerie est faible en Europe », conclut-il.

Une longue liste d'entreprises suit le même chemin, se retirant d'Europe pour mieux s'étendre dans le reste du monde. L'allemand BASF, mastodonte de la chimie, a réduit son activité sur son site historique de Ludwigshafen (Rhénanie-Palatinat), tout en réaalisant le plus gros investissement étranger de son histoire en Chine.

Le sidérurgiste ArcelorMittal envisage une expansion en Alabama,

Les prix du gaz dictent aussi ceux de l'électricité. Pour les ménages, la facture a doublé dans la zone euro, entre 2021 et 2023

alors qu'il ferme ses sites de Reims (Marne) et de Denain (Nord). Le chimiste américain Celanese a annoncé la fermeture de trois usines en Europe (en France, en Espagne et en Belgique), alors qu'il s'étend au Texas et à Nankin, en Chine. Son concurrent allemand Evonik a mis en place un plan de suppression de 2 000 emplois, essentiellement en Allemagne, et envisage la vente de son usine de Ham (Somme), mais se développe à Charleston (Caroline du Sud) pour des produits destinés aux pneus.

La casse sociale commence à être violente. En mars, environ 850 000 emplois dans l'industrie avaient déjà été perdus en quatre ans à travers l'Union européenne (UE), selon l'European Trade Union Institute. L'Allemagne, qui reste la colonne vertébrale industrielle de l'Europe et emploie 7,5 millions de personnes dans ce secteur, est le premier pays à subir le choc. Depuis un point haut fin 2017, sa production industrielle a chuté de 17 %, et celle des industries énergivores de 23 %, avec un effondrement depuis la guerre en Ukraine. La réindustrialisation tant revendiquée par les autorités

européennes ressemble pour l'instant à une désindustrialisation.

Pour Helen Thompson, professeure d'études internationales à l'université de Cambridge (Royaume-Uni), il s'agit de la poursuite d'un lent déclin historique du continent. « L'Europe occidentale a dominé le XIX^e siècle grâce au charbon. Ensuite, on est entré dans l'ère du pétrole, mais celui-ci a longtemps été peu cher. Les chocs pétroliers des années 1970 y ont mis fin, mais cet effet a été adouci par le gaz russe. C'est terminé. Et les Etats-Unis sont redevenus exportateurs nets de gaz et de pétrole. » Cet appauvrissement se résume en deux chiffres : en 2019, la facture d'importation d'énergies fossiles de l'UE s'élevait à 341 milliards d'euros ; en 2023, c'était 416 milliards d'euros, alors que la consommation de gaz avait baissé.

Accélérer la transition verte

Voilà pour le secteur industriel. Mais le choc est cependant loin de s'y limiter, les prix du gaz dictant aussi ceux de l'électricité. Pour les ménages, la facture a doublé en moyenne, en zone euro, entre 2021 et 2023, avant de légèrement reculer depuis un an. « On a manqué l'occasion de réformer le marché de l'électricité », s'agace Natalia Fabra, spécialiste de l'énergie à l'université Charles-III de Madrid. Ne pouvant pas – ou mal – se contenter, la production d'électricité doit en permanence s'adapter à la demande. Cela nécessite d'avoir des centrales prêtes à entrer en fonction pour répondre aux besoins. En Chine, cet ajustement se fait par les centrales à charbon ; en Europe, il vient du gaz. Comme c'est la dernière centrale à entrer en fonction qui dicte les prix,

toute l'électricité européenne fluctue avec les marchés du gaz.

Jusqu'à l'absurde, selon M. Draghi : « Le gaz ne produit que 20 % de l'électricité européenne, mais dicte les prix 63 % du temps. On a besoin de découpler l'un de l'autre. » « L'Europe a failli, confirme M^{me} Fabra. Alors que nous avons du nucléaire et des renouvelables, nous payons notre électricité au prix du gaz. Quelles que soient nos ressources en bas carbone, les consommateurs n'en voient pas les bénéfices. »

M. Draghi préconise d'accélérer la transition verte : « Face à notre manque de ressources naturelles, il n'y a qu'une seule réponse : la décarbonation. » Le processus est bien engagé. En 2023, 44 % de la production d'électricité de l'UE provenait du renouvelable, un doublement par rapport à 2010. Il faut y ajouter 22 % venant du nucléaire. « L'Europe est sur la bonne voie, avec un processus de décarbonation irréversible », estime M. Kardas, de l'ECFR. En France, les énergies renouvelables représentaient 30 % de la production électrique en 2023, un doublement par rapport à 2011.

L'explosion de l'énergie solaire et éolienne en Espagne est spectaculaire. La capacité de génération d'électricité d'origine renouvelable y a augmenté d'un peu plus de 50 % en trois ans. En moyenne, en 2024, 56,6 % de l'électricité consommée était renouvelable. Si l'on y ajoute le nucléaire, 76 % de l'électricité consommée n'a pas émis de CO₂ dans l'atmosphère. Avec de vrais bénéfices en matière de prix : en septembre, la Banque d'Espagne a publié une étude soulignant qu'au premier semestre « le prix de l'électricité a été plus de 40 % inférieur à ce qu'il aurait été si le niveau

« Le problème est qu'il n'y a pas vraiment de marché européen de l'énergie »

CLAIRE WAYSAND
Engie

de pénétration des énergies renouvelables était resté au niveau de 2019 ». Pour les particuliers, les prix de l'électricité ont baissé de près de 15 % durant le premier semestre 2024 par rapport au premier semestre 2023, selon Eurostat, et se situent à 15 % de moins que ceux de la France.

Mais ces bénéfices ne se propagent pas au reste de l'Europe. « Le problème est qu'il n'y a pas vraiment de marché européen de l'énergie », expliquait, en novembre, Claire Waysand, vice-présidente exécutive du groupe gazier Engie, lors des Journées de l'économie. Un même jour, les prix peuvent être nuls en Espagne et au Portugal s'il y a du soleil et du vent, à un niveau moyen en France si le nucléaire tourne bien, et élevés en Europe du Nord si le temps est gris et sans vent. Les interconnecteurs sont saturés. »

Valse-hésitation

Faute d'avoir assez de ces câbles entre les pays, qui permettent d'exporter de l'électricité d'une partie à l'autre de l'Europe, le continent fait face à des situations absurdes. En avril, la Pologne a dû suspendre temporairement sa production venant du solaire, alors qu'elle continuait à faire tourner ses centrales à charbon. Le pays produisait alors trop d'électricité, mais il était plus facile de débrancher une centrale solaire que les vieilles usines thermiques du pays. Inversement, en Allemagne, les prix passent régulièrement dans le négatif, avec 301 heures en dessous de zéro euro en 2023, quand la production des énergies renouvelables était trop forte. Pour éviter cette volatilité, dangereuse pour « la compétitivité [européenne] », M. Draghi fait du développement des réseaux électriques une priorité. Cela représente un coût important – environ 400 milliards d'euros d'ici à 2030. Pendant ce temps, les prix de l'électricité risquent de rester élevés : « Cela prendra du temps avant que la décarbonation apporte une baisse majeure des prix », dit-il.

D'ici là, les responsables politiques devront maintenir le cap de la transition verte. Or, ces séries de difficultés, et le choc des prix, sèment le doute. Les gouvernements et la Commission reculent sur leurs engagements. En Suède, le gouvernement libéral conservateur, soutenu par l'extrême droite (Démocrates de Suède, SD), a rejeté, en novembre, 13 des 14 projets de parcs éoliens offshore, qui attendaient son feu vert. Officiellement, il s'agissait de problèmes de sécurité de l'Etat, les champs d'éoliennes risquant d'interférer avec les radars et capteurs militaires, alors que la mer Baltique est devenue stratégique depuis le début de la guerre en Ukraine.

Cette décision a provoqué la colère de Teknikföretagen, une organisation patronale, qui y voit une décision politique et dénonce l'influence des SD au sein de la majorité : « Ce parti est contre les énergies renouvelables et veut uniquement investir dans le nucléaire, dénonce Miriam Munnich Vass, spécialiste de l'énergie et du climat auprès de l'organisation. Il est climatocéptique et réfractaire à la science. Le gouvernement ne semble vouloir écouter que les électeurs qui craignent que la transition coûte trop cher. » Cette valse-hésitation, qui existe dans toute l'Europe, pourrait donner un coup de frein au développement des renouvelables. Et avec lui, risquer de ne pas réussir à desserrer le carcan de l'énergie chère. ■

ÉRIC ALBERT (À PARIS),
ANNE-FRANÇOISE HIVERT
ET SANDRINE MOREL

Prochain article L'Europe peine à enrayer la fuite des cerveaux